

LA POSTE

FERMETURES CONTESTÉES

La fermeture récemment annoncée de 170 bureaux de poste en Suisse suscite une vive opposition. Plus de 40 communes romandes ont formé l'«Alliance des communes romandes contre la fermeture des bureaux de poste» pour contrer cette décision dévoilée fin octobre par la direction de la régie publique. Ces communes, dont font partie Meyrin et la Ville de Genève, dénoncent une rupture entre les orientations stratégiques de La Poste et les attentes des citoyen·nes. L'Alliance appelle à un recentrage de la Poste sur sa mission de proximité et soutient l'adoption d'une motion, aujourd'hui à l'étude au Conseil des Etats, exigeant une clarification du mandat de service universel avant toute restructuration ou tout nouveau démantèlement. LVT

Un déficit attendu

La Chaux-de-Fonds (NE) ► La Chaux-de-Fonds (NE) prévoit d'enregistrer un déficit de 6,2 millions de francs en 2025. La Ville, qui avait budgété un excédent de charges de 8,4 millions pour 2024, estime que la situation s'améliore d'année en année.

«Le budget 2025 reste raisonnable», a indiqué hier le Conseil communal. «Une attention particulière a été portée aux charges sur lesquelles l'autorité communale à la main, sans remettre en question ni l'étendue des prestations ni la qualité de celles-ci, bien au contraire», a-t-il précisé.

Le poste de biens, services et marchandises reste quasi stable à 43 millions de francs. Pour les ressources humaines, qui représentent 44% du total des charges, l'augmentation sur un an de 3,5 millions résulte de la compensation totale de l'inflation.

La Ville a ajouté que les coûts de la facture sociale s'annoncent stables. Par contre, l'augmentation de la contribution au pot commun des transports, plus de 2 millions en l'espace de deux exercices budgétaires, «inquiète alors que la qualité des dessertes pour les Montagnes neuchâteloises n'a pas profité d'amélioration significative».

Au niveau des recettes, les revenus de l'impôt sur les personnes morales pour 2025 sont estimés à 19,4 millions, contre 17,7 pour l'exercice précédent. L'impôt sur les frontaliers devrait continuer d'augmenter passant de 15,8 millions à 16,8 millions.

L'impôt des personnes physiques devrait également progresser, notamment compte tenu de la dynamique démographique constatée depuis bientôt deux années. Toutefois, la hausse est quelque peu

atténuée par la baisse d'environ 1 point d'impôt communal, décidée pour 2024 par le canton, et par une nouvelle diminution qui pourrait intervenir en 2025, ont précisé les autorités.

Contestée par les communes, la baisse pour 2025 pourrait être rejetée par les députés lors de la prochaine session du Grand Conseil les 3-4 décembre. Ces derniers pourraient choisir une solution qui n'impacte pas l'impôt communal.

Au niveau des investissements, le budget 2025 prévoit un total de 49,9 millions de francs, contre 47,8 millions lors de l'exercice précédent. Les principaux chantiers concernent le nouveau centre des archives communales, ainsi que la rénovation de l'enveloppe du bâtiment SisPol, mais également une nouvelle phase de revalorisation restauration des Anciens Abattoirs. ATS

Nouvelle CCT dans le bâtiment

Valais ► Une nouvelle convention collective de travail (CCT) a été conclue en Valais pour les métiers de la technique du bâtiment. Elle prévoit des hausses de salaires minimaux et des vacances supplémentaires pour les plus de 50 ans. Les partenaires sociaux indiquent que cette nouvelle convention réunit deux CCT: celle qui régissait les techniques d'enveloppe du bâtiment (ferblantiers, couvreurs, installateurs sanitaires, chauffagistes) et celle des constructeurs de cheminées.

La nouvelle CCT sera valable dès janvier prochain et restera en vigueur jusqu'au 31 mai 2030. Plus de 3500 salariés et environ 400 entreprises seront concernés par son champ d'application.

Le texte prévoit notamment que, dès l'année de ses 51 ans, le personnel bénéficiera d'un jour de vacances supplémentaire par année durant cinq ans. ATS

PRIX MICHALSKI

KATE BEATON LAURÉATE

Le Prix Jan Michalski de littérature 2024 a été décerné à la Canadienne Kate Beaton pour son roman graphique *Environnement toxique* («Ducks: Two Years in the Oil Sands» dans sa version originale). L'ouvrage, entre mémoires et reportage, retrace deux années de la vie de l'auteur passée dans les camps ouvriers des gisements pétroliers de l'ouest canadien. Aujourd'hui âgée de 41 ans, Kate Beaton a commencé à diffuser ses dessins sur internet en 2007. Son travail a été régulièrement repris dans le *New Yorker*, *Harper* ou le *National Post*. Elle a aussi publié des recueils de dessins qui lui ont valu plusieurs prix en Amérique du Nord. Sorti en 2022, *Environnement toxique* est son premier roman graphique. ATS

Un site internet et une exposition témoignent des combats qui ont jalonné l'histoire de la Ligue marxiste révolutionnaire à Bienne. Vingt ans de militantisme acharné

Un reflet des luttes passées

ALAIN MEYER

Bienne ► De Mai 68 à la chute du Mur de Berlin en 1989, la ville de Bienne aura connu une succession de crises qui auront précipité des milliers de travailleur·ses sur le pavé et sur la paille. Mais dans le même temps, une forte conscience ouvrière s'y est forgée. Selon des chiffres de l'Association patronale horlogère que Marie-Thérèse Sautebin a exhumés pour les besoins de ce site et de cette exposition, l'horlogerie employait en 1978 cent mille personnes en Suisse. Dont une grande partie dans l'arc jurassien. Il n'en restera que 30 000 en 1990. Plus de trois fois moins. Voilà qui situe l'amplitude des chocs.

Si l'ex-militante de la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR) entend dire aujourd'hui encore que sa ville était alors pauvre et composée de chômeur·ses et de cas sociaux, elle acquiesce. «Pour un temps», précise-t-elle. Celui de rendre aux personnes licenciées toute leur dignité. «Nous avons mis sur pied le premier comité de chômage du pays après la fermeture de la fabrique de montres Bulova en 1982», rappelle-t-elle au *Courrier*. D'autres ont essayé en Suisse.

Les grévistes de Lip en exemple

L'activisme des grévistes de l'usine horlogère Lip à Besançon, dans le département français du Doubs, aura servi de détonateur à la quarantaine de membres engagé·es au sein de la Ligue marxiste révolutionnaire plus leurs sympathisant·es. Le Parti socialiste ouvrier, d'obédience plus marxiste que le Parti ouvrier et populaire, s'est associé à la lutte. Ce qui a donné à Bienne la LMR-PSO. Puis le PSO a été dissous en 1988. «Nous étions en contact avec les grévistes de Lip», se souvient Marie-Thérèse Sautebin. «C'était l'espoir que la classe ouvrière concrétise ce à quoi nous aspirions. Que les humains se prennent en charge dans les entreprises selon la logique suivante: on travaille, on produit, on se paie... le slogan chez Lip.»

Un modèle difficile à répliquer aujourd'hui? «Oui, parce qu'on change



Plusieurs affiches dépeussèrent un passé fait de luttes à Bienne. AMR

beaucoup plus souvent d'entreprise. Il n'y a plus non plus de cantine là où les gens discutaient. Ni d'organisation ouvrière digne de ce nom à l'intérieur des lieux de travail. L'organisation de la vie a changé au détriment d'une conscience collective des droits», déplore-t-elle. Voilà pourquoi remettre à l'air libre des documents, articles, affiches, tracts, augmentés de témoignages des militant·es de la première heure est très important cinquante ans après. Pour garder une trace. Parmi ceux-ci figure l'ancien député d'Ensemble à gauche à Lausanne Jean-Michel Dolivo, Biennois d'origine. «Nous

ne voulons pas dresser un bilan ou donner des leçons», insiste bien Marie-Thérèse Sautebin. «On fait écho ici de notre vécu selon le point de vue de chaque auteur·ice avec nos émotions et questionnements, mais en aucun cas nous avons voulu analyser. C'est le travail des historien·nes.»

«Nous soutenions Solidarnosc»

Elle évoque le temps où des collègues de la Ligue allaient travailler en usine dans ce qu'on appelait «des processus de prolétarisation». Pour scruter ce à quoi le personnel était soumis. «C'était idéaliste, mais nous voulions influen-

cer et agir de l'intérieur», résume-t-elle. Copieusement fiché·es par l'administration fédérale, les membres de la LMR ont été accusé·es d'être resté·es longtemps des pro-Moscou aussi. «Alors que nous soutenions Solidarnosc en Pologne.»

Féministe engagée, la Biennoise s'est aussi beaucoup investie dans les dossiers liés à la maternité, à l'égalité des droits, au planning familial. «Nous témoignons de ce à quoi nous avons cru et qui nous a porté·es. De nos doutes aussi. On était en résistance face aux dictatures d'alors, face aux pressions, face au démantèlement

de l'horlogerie. Mais nous étions également, ne l'oublions pas, une force de proposition. Notamment contre les privatisations d'entreprises.» Pour Marie-Thérèse Sautebin, élue au délibératif local en 1984, «le parlement devait être la caisse de résonance de notre travail. On y intervenait pour faire valoir les thématiques féministes, la défense des travailleur·ses, les salaires dans l'administration, la place des femmes dans celle-ci.»



«L'organisation de la vie a changé au détriment d'une conscience collective des droits»

Marie-Thérèse Sautebin

Difficile de dire quand la Ligue s'est évaporée à Bienne et en Suisse. Grosso modo vers la fin des années 1980, la plupart des sections s'étant groupées avec d'autres mouvements. A Bienne, l'Alliance verte et sociale a pris le relais avant l'émergence des Vert·es. Un parti avec lequel Marie-Thérèse Sautebin se sent aujourd'hui le plus d'affinités ainsi qu'avec la Jeunesse socialiste. Des affiches de cette époque sont présentées au restaurant Saint-Gervais à Bienne. Pour se familiariser avec cette Suisse insoumise d'alors, rendez-vous également sur le site mis en ligne hier soir, lmr-rml-biel-bienne.ch. I